



Rencontres économiques

**Tensions géopolitiques
et impacts économiques :
Regards sur l'Afrique
et la Russie**

13 octobre 2015

Synthèse



Sommaire

Introduction	2
Quelle influence dans les échanges commerciaux internationaux ?	2
Vincent VICARD	2
L’Afrique, quels risques, quelles opportunités ?	5
Philippe HUGON	5
Une Russie sous tensions : quels impacts économiques ?	8
Julien VERCUEIL	8
Echanges avec la salle	10
Philippe HUGON	10
Débat	12

La séance est animée par Rémi Jeannin, agrégé de sciences sociales.

Introduction

Rémi JEANNIN

De tous temps, les tensions ou les apaisements entre les pays ont eu des conséquences sur les économies. Si l'on remonte à la Seconde Guerre Mondiale, à la Guerre Froide ou au conflit du Proche-Orient, ces événements ont eu des impacts importants sur l'économie. A l'inverse, les chocs pétroliers dans les années 70 ont été liés très directement à des tensions politiques. Pourtant les économistes vivent souvent dans un monde qui ignore cet impact de la géopolitique. La théorie du commerce international de Ricardo définit une nation comme étant un lieu où les facteurs de production sont mobiles alors qu'au niveau international ils seraient immobiles. Or, aujourd'hui les facteurs de production comme le capital ou le travail sont mobiles au niveau international. Ne faudrait-il pas introduire dans la vision du monde de l'économiste le rôle proprement politique des Etats-nations et l'impact de leur relation sur l'économie ?

Quelle influence dans les échanges commerciaux internationaux ?

Vincent VICARD

Economiste, Banque de France, enseignant à Université Paris-Dauphine



Conflits et commerce

La question des risques géopolitiques a été très longtemps absente de la théorie du commerce international. Pourtant, les déterminants du commerce et des conflits sont relativement similaires. La taille économique des pays (PIB), la distance et les liens culturels entre les pays expliquent une très grande partie des relations commerciales, de la géographie du commerce. Du côté des relations internationales, ces déterminants du commerce sont très proches de ceux des conflits armés : capacité militaire directement liée à la taille des pays, la distance entre les pays, le régime politique ou l'histoire nationale. Les pays les plus proches géographiquement sont aussi ceux qui sont le plus enclins à déclencher des conflits armés. Ces risques politiques ont été largement mis de côté dans la théorie du commerce international.

Le lien entre la coopération économique et la paix est pourtant présente chez les penseurs classiques depuis longtemps. Ainsi, Montesquieu considérait que « l'effet naturel du commerce est de porter la paix ». Du fait des gains liés au commerce, les pays devaient être moins enclins à entrer en guerre avec ceux avec lesquels les liens commerciaux étaient forts. La réflexion sur la dépendance que cela peut engendrer est en revanche peu présente parmi les penseurs classiques, contrairement aux penseurs du réalisme.



Effet ambigu du commerce sur les conflits

Selon la vision des « classiques », le processus de mondialisation devrait nécessairement mener à la paix. C'est en fait assez peu clair. Un article de Philippe Martin, Thierry Mayer et Mathias Thoenig¹ montre qu'au XIX^{ème} siècle, lors d'une première phase de mondialisation assez forte, la conflictualité n'a pas diminué. A l'inverse, entre les deux guerres – période de paix –, l'étude constate une diminution du commerce mondial, puis une augmentation très forte à partir des années 70, qui ne correspondent pas spécialement à une période de faible conflictualité.

¹ La mondialisation est-elle un facteur de paix ? 2006 – voir : <http://www.cepremap.fr/depot/opus/OPUS03.pdf>

La mondialisation crée des alternatives commerciales. Le fait de pouvoir commercer avec nombre de pays réduit la relation de dépendance qui peut exister dans les relations bilatérales.

Dans cette perspective, les accords commerciaux régionaux sont signés entre des pays voisins les plus susceptibles d'entrer en conflit, pour augmenter les échanges commerciaux et réduire la probabilité d'escalade des conflits. Des dépendances à l'intérieur d'une région sont ainsi créées. En Europe, de nombreux textes, dont ceux de Jean Monnet, considèrent que les accords commerciaux régionaux réduisent les probabilités de guerre, notamment entre la France et l'Allemagne après la Seconde Guerre Mondiale, en mettant en jeu la notion d'effet pacificateur du commerce international.

En Amérique du Sud, le Mercosur², union douanière entre le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Venezuela met également l'accent sur la supranationalité. La création d'institutions supranationales est alors susceptible de réduire les probabilités de conflits en créant des habitudes et des instruments de négociations entre leaders politiques.



Les impacts contrastés des sanctions commerciales

Les sanctions commerciales ont pour objectif de modifier les comportements et les décisions politiques de pays ciblés en leur infligeant un coût. Le canal par lequel est supposé fonctionner ces sanctions commerciales passe par la réduction ou la disparition du commerce bilatéral, qui réduit les gains économiques et peut donc influencer la population et les gouvernements. Dans quelle mesure ces sanctions sont-elles efficaces ?

Un article de Jamal Haidar³, doctorant à Paris School of Economics, étudie l'impact des sanctions portant sur les exportations non pétrolières iraniennes en 2008 après la résolution 803 du conseil de l'ONU. Les exportations non pétrolières iraniennes représentent une part faible comparée aux exportations de pétrole, qui sont majoritaires dans le total des exportations, mais représentent un nombre plus important d'entreprises et d'emplois. Ces sanctions augmentent les coûts auxquels font face les exportateurs iraniens, qui peuvent atteindre le marché européen ou américain. Une baisse du commerce des exportations non pétrolières se produit donc à partir de 2008, mais elle est suivie d'un rattrapage assez rapide. De fait, la part des pays qui n'imposent pas de sanctions est aussi importante que celle qui les impose. L'Iran a ainsi pu rattraper son niveau d'exportations non pétrolières en commerçant davantage avec les pays non signataires de la résolution de l'ONU. Les grandes entreprises s'adaptent plus facilement à cette substitution de marché. Il existe donc un impact, mais d'autant moins important qu'il existe des alternatives pour les exportateurs. La géographie du commerce est donc modifiée, mais son volume l'est assez peu.

Les investissements directs étrangers ont un impact plus important, car les décisions de sanctions pour les entreprises multinationales qui décident d'investir dans un pays étranger entraînent des coûts importants et nécessitent une vision à long terme. Celles-ci peuvent être perçues comme des représentants informels de leur pays : par conséquent, les relations diplomatiques entre les pays ont un impact sur les décisions des grands acteurs privés quant aux investissements.

Il existe deux types de risques pour les investisseurs :

- la protection des droits de propriété dans un pays (expropriation) ;
- l'accès aux marchés dans le cas de délocalisations pour réexporter (Chine/États-Unis avant 2001).

² site officiel du Mercosur (en espagnol) : <http://www.mercosur.int/>

³ Sanctions and Exports Deflection: Evidence from Iran – avril 2015
<http://www.parisschoolofeconomics.eu/docs/haidar-jamal-ibrahim/sanctions.pdf>

Echanges avec la salle

De la salle

Quels sont les effets pervers des sanctions prises par l'Union européenne à l'encontre de la Russie ?

Vincent VICARD

Le coût est double pour les pays qui imposent des sanctions : l'absence des gains liés aux importations et les effets sur les exportations du pays. L'impact est plus important sur les petites entreprises que sur les grandes. Il reste donc limité puisque ce sont souvent les grands groupes qui sont capables d'influencer les dirigeants politiques.

De la salle

La Russie a décidé de ne plus importer les produits agro-alimentaires européens et les petits producteurs français ont subi de plein fouet cette décision politique. La Russie se tourne vers l'Asie et ses décisions sont davantage motivées par des critères politiques qu'économiques. La thèse exposée dans l'intervention ci-dessus n'est-elle donc pas sujette à caution ?

Vincent VICARD

La décision russe a été prise en raison de son impact sur les producteurs européens. Elle repose donc sur une logique économique. Le fait que la Russie souhaite développer des alternatives pour ses importations, notamment celle de la Chine, traduit bien la volonté de développer des relations commerciales avec des partenaires alternatifs pour être moins dépendant des Européens.

Rémi JEANNIN

Les accords régionaux peuvent être des acteurs de pacification. Un partenariat trans-pacifique –liant l'Asie, les pays du Pacifique et les Etats-Unis, mais non la Chine – a été signé récemment⁴. Quels peuvent être ses effets ?

Vincent VICARD

L'impact de cet accord en termes de commerce est relativement limité mais l'impact sur le rapprochement des normes est difficile à estimer. L'absence de la Chine dans cet accord marque très clairement une volonté de développer des alternatives de façon à créer un monde moins unipolaire en Asie.

⁴ Le « Trans-Pacific Partnership Agreement » 4 octobre 2015 – voir communiqué de presse de l'Office of the US Trade Representative : <https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/press-releases/2015/october/summary-trans-pacific-partnership>

L'Afrique, quels risques, quelles opportunités ?

Philippe HUGON

Directeur de recherche à l'Institut de Relations internationales et stratégiques (IRIS)

Des risques et des enjeux localisés

L'Afrique représente 3 % du commerce extérieur mondial et fait souvent l'objet de représentations très simplifiées qui dépendent encore beaucoup d'une longue histoire commune avec la France et l'Europe. Alors que l'Afrique compte 54 pays dont les caractéristiques sont très diverses, le grand public et la plupart des entreprises possèdent une perception fautive de l'Afrique, souvent représentée sous l'angle des guerres, des épidémies et des famines.

Or, si les risques géopolitiques, sanitaires et alimentaires sont bien présents sur le continent, ils sont dans tous les cas situés dans l'espace et ne peuvent être généralisés. La plupart concernent l'axe sahélo-saharien et l'Afrique centrale. Contrairement à la plupart des PME, les grands groupes internationaux savent mesurer ces risques qui, le plus souvent, ne les dissuadent pas d'investir. Cela concerne notamment les groupes français, dont la présence ne recule pas, même si leur part de marché régresse en raison de la pénétration croissante d'autres acteurs.

L'approche quantitative ne suffit pas

Prise dans sa diversité, l'Afrique actuelle présente à la fois des éléments de puissance et des faiblesses. L'immense majorité des migrations, qui sont avant tout internes au continent, est suscitée par des conflits armés ou des problèmes politiques. Le paysage africain est très contrasté et les trajectoires politico-sociales varient considérablement d'une région à l'autre. Ce paysage peut être en partie seulement appréhendé par des données chiffrées : globalement, le PIB africain n'enregistre que 20 % des activités économiques (qui y sont le plus souvent informelles, cela étant vrai également pour ce qui concerne le commerce interrégional et international au sein du continent).

Il est toutefois possible de rendre compte de phénomènes généraux. De 1981 à 2000 environ, vingt années de politiques d'ajustement structurel impulsées par le FMI ont favorisé des rééquilibrages financiers nécessaires en situation de surendettement mais ont conduit à l'affaiblissement des infrastructures et à la baisse de la capacité de croissance. Le rééchelonnement des dettes intervenu au début des années 2000 a fait baisser le taux d'endettement de très nombreux Etats, passant de 100 % à 30 % environ de leur PIB, ce qui leur permet d'échapper à la spirale de la dette publique et de mener des politiques de développement. En outre, les termes de l'échange se sont inversés à la faveur des pays africains de 2001 à 2014 en raison de la hausse des prix des matières premières, qui représentent plus de 80 % de la valeur des exportations du continent.

Une forte évolution économique et politique

Durant cette même période, les partenaires de l'Afrique se sont diversifiés. Le recours aux financements extérieurs s'est accru, et les partenaires financiers des pays africains sont désormais essentiellement privés, ce d'autant plus que les aides publiques au développement ont connu une forte baisse au cours des deux dernières décennies. L'Afrique est donc dans la période récente entrée dans la mondialisation en nouant des liens avec de nouveaux partenaires notamment, avec des pays dits émergents.

Cette évolution n'est pas neutre en ce qui concerne le lien entre commerce et conflictualité. Les investisseurs privés sont intéressés par les opportunités de taux de retour, c'est-à-dire par l'Afrique la plus économiquement

utile et non par les zones en conflit, hormis pour les enclaves minières ou pétrolières, où les opérateurs peuvent sécuriser leurs investissements en faisant appel à des acteurs privés, professionnels de la sécurité. Une croissance du PIB au Soudan peut ainsi être constatée avant l'indépendance du Soudan du Sud, en 2011.

Toujours de façon globale, les pays d'Afrique évoluent du point de vue social et politique, le continent ayant opté jusqu'en 2014 de façon croissante et notable pour la démocratie électorale et pour le multipartisme. L'urbanisation progresse rapidement, même si la population rurale africaine continue à augmenter, et une classe économique urbaine de quelque 300 millions de personnes dont le revenu est compris entre 2 et 10 dollars par jour adresse désormais une demande consistante de biens d'équipements de base : véhicules, électroménager, etc.



Les défis cumulés de l'arc sahélo-saharien

Certaines zones, toutefois, cumulent les défis politiques, sociaux et sécuritaires qui les enferment dans le cercle vicieux du sous-développement, et, hélas, mettent le plus souvent l'Afrique à l'écran. Les interventions militaires, essentiellement françaises, dans les pays de l'arc sahélo-saharien prennent place dans des zones qui ne sont pas économiquement stratégiques, même si Areva possède des intérêts dans des gisements d'uranium situés au Niger et en Centrafrique. Dans les pays de cette zone et contrairement à l'essentiel des pays de l'Afrique, la transition démographique n'a pas débuté : on y compte sept enfants en moyenne par femme et les populations tripleront d'ici à 2050.

Par ailleurs, le territoire sahélo-saharien n'est pas politiquement contrôlé ; les sociétés locales subissent également souvent les effets du changement climatique. L'intégrisme religieux d'origine salafite et wahhabite s'est implanté dans la région depuis des décennies, ce d'autant plus que ces mouvements ont suppléé aux carences des systèmes publics en matière d'éducation et d'action sanitaire, ce qui débouche sur des risques terroristes réels. Ces pays sont en outre souvent confrontés à la malédiction des ressources liée à l'importance du secteur minier dans leur économie. Des pays tels que le Tchad ou la Centrafrique sont aussi le théâtre des trafics intenses des diamants ou de l'or. Ces multiples ingrédients se combinent et débouchent sur une forte conflictualité actuelle et future.



Des Afriques, et non une Afrique

A l'inverse, de nombreux pays d'Afrique ont développé de très bons compromis politiques, sociaux et démographiques – la transition démographique apparaissant comme un facteur nécessaire du développement : il en va ainsi, par exemple, du Mozambique, de la Centrafrique ou de l'Afrique du Sud. Il faut donc analyser les situations nationales et régionales en détail pour se garder des représentations générales du continent africain : il n'existe globalement pas plus de raisons, actuellement, de verser dans l'afro-pessimisme que de considérer l'Afrique comme la Chine de demain.

Echanges avec la salle

Rémi JEANNIN

Existe-t-il des pays africains dont la dynamique de croissance pourrait avoir des effets régionaux ?

Philippe HUGON

Il existe des modèles totalement réussis comme celui de l'île Maurice⁵. Actuellement, dans le cas d'investissements primaires (sol et sous-sol), la rente qui en résulte est souvent utilisée par certains pays à des fins de financements des écoles, des infrastructures, etc. Ces économies utilisent les rentes pour favoriser l'accumulation : c'est souvent le cas en Afrique orientale. D'autres sociétés recourent à la spécialisation internationale dans le cadre des chaînes de valeur mondiale.

De la salle

Existe-t-il des regroupements qui pourraient être pertinents au sud du Sahara ?

Philippe HUGON

En Afrique, certaines zones ne sont absolument pas intégrées économiquement : c'est le cas du Maghreb et l'Afrique centrale. Les pays de la Communauté Economique et Monétaire des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC)⁶ sont intégrés monétairement. Deux zones sont fortement intégrées économiquement sous contrôle de l'Afrique du sud : la Communauté de développement d'Afrique australe (ou SADC pour Southern African Development Community) et l'Union douanière d'Afrique australe (ou SACU, pour Southern African Custom Union)⁷. Ces zones réellement dynamiques ne sont pas francophones, mais il est difficile d'établir un lien clair entre ce fait et l'influence des anciens empires britannique et français. Les colonies britanniques étaient initialement plus riches que les colonies françaises, et l'esprit du « business » à l'anglo-saxonne y a été également plus efficace.

De la salle

Le raccordement de l'euro au franc CFA a-t-il un impact sur l'Afrique francophone ?

Philippe HUGON

Chacun sait qu'il faudra faire évoluer la zone Franc en Afrique. La dévaluation et le passage à l'euro ont à cet égard représenté une occasion manquée, ce d'autant plus qu'il était envisageable d'abandonner le nom même de cette monnaie⁸. Il est possible de modifier cette monnaie pour la rendre plus flexible. Il est évident que l'euro fort a été un important handicap pour la compétitivité des pays africains qui dépendent du franc CFA.

⁵ Voir la fiche information sur l'île Maurice de la DG Trésor <https://www.tresor.economie.gouv.fr/pays/maurice>

⁶ Site officiel de la CEMAC : <http://www.cemac.int/apropos>

⁷ Site officiel de la SADC : <http://www.sadc.int/about-sadc/integration-milestones/customs-union/>

⁸ Voir notamment de Philippe Hugon : « La zone franc à l'heure de l'euro » Ed. Karthala, 1999

Une Russie sous tensions : quels impacts économiques ?

Julien VERCUEIL

Economiste, maître de conférences à l'Institut des Langues et Civilisations orientales (INALCO)

Les tensions géopolitiques concernant la Russie résultent de deux logiques incompatibles qui s'affrontent depuis la fin des années 2000 et entrent en interaction de façon complexe avec les dynamiques économiques. Le cas ukrainien en est emblématique. L'Ukraine est en effet l'un des pays concernés par la politique de voisinage et de partenariat oriental mis en place par l'Union européenne à partir de 2007, et qui consiste à proposer à un certain nombre de pays de l'ex-URSS de renforcer leurs liens institutionnels avec l'UE, celle-ci proposant des accords d'association et de libre-échange. La Russie, quant à elle, va plus loin, puisqu'elle propose à certains de ces pays de mettre en place une intégration économique renforcée sous la forme d'une union douanière dotée de tarifs extérieurs communs.

● L'Ukraine prise entre deux propositions géopolitiques

L'Ukraine a reçu ces deux propositions antagonistes et a été sommée de choisir. D'une part, la logique concurrentielle de l'Union européenne aurait pour conséquence la dissolution sur le territoire du conglomérat russe Gazprom, qui assure à la fois la production, le transport et la distribution de gaz, ce qui apporte selon les critères européens une position dominante. D'autre part, la Russie considère que cette intégration permet d'assurer une maîtrise de sa politique énergétique et de ses intérêts.

Dépendant de la Russie pour ses importations de gaz et connaissant de graves difficultés économiques, le pays s'est trouvé à partir de 2010 en détresse financière et s'est alors tourné vers le FMI, qui lui a octroyé une aide de 15 milliards de dollars afin de faire face à ses échéances vis-à-vis de Gazprom⁹. En 2013, l'Ukraine pouvait renouveler cet accord pour un même montant, ou se tourner vers la Russie pour obtenir une baisse des tarifs gaziers et un moratoire sur le remboursement de la dette de l'opérateur gazier ukrainien vis-à-vis de Gazprom, ainsi qu'un prêt de 15 milliards de dollars de la part de l'Etat russe.

● Le choc géopolitique de 2013-2014

A l'automne 2013, le président Viktor Yanukovych n'a pas voulu choisir entre l'Union européenne et la Russie. La déflagration politique s'est déclenchée sur la place Maïdan de Kiev et s'est prolongée à travers les événements de mars 2014, ce qui a causé une crise géopolitique. Celle-ci a immédiatement déteint sur le climat des affaires : l'horizon des décisions économiques et financières s'est restreint à quelques mois, les investissements structurels, propres à améliorer le potentiel de développement de la région, étant reportés dans le temps.

En Russie, les flux de capitaux se sont du jour au lendemain effondrés après l'annexion de la Crimée, de façon très spectaculaire : les sorties de capitaux se sont intensifiées et ont été multipliées par quatre au premier trimestre 2014 ; les investissements privés ont chuté brutalement.

Les premières sanctions des Occidentaux vis-à-vis de la Russie ont touché principalement des personnes physiques dont les avoirs ont été gelés ou qui ont été interdites de territoire, mais leurs impacts économiques ont été minimes. Puis, en juin 2014, un avion de la Malaysian Airlines a été abattu en Ukraine. Les Occidentaux

⁹ Voir article du IMF Survey Magazine: Countries & Regions par Stéphane Roudet : IMF Approves \$15.1 Billion Loan for Ukraine – août 2010 <http://www.imf.org/external/pubs/ft/survey/so/2010/car081110a.htm>

ont alors accusé les séparatistes du Donbass, soutenus par les Russes, d'en être responsables¹⁰. Un deuxième volet de sanctions, cette fois-ci à visée économique et financière, a alors été adopté.

Les sanctions : effets immédiats

Hormis les sanctions concernant les ventes d'armes, les sanctions récentes sont de deux types :

- Interdiction de tout refinancement à plus de trois mois pour les opérateurs financiers et certains opérateurs économiques russes sur les marchés internationaux en dollars et en euros ;
- Interdiction des transferts de technologie sur les secteurs énergétiques *off shore*, en profondeur ou concernant les gaz de schistes vers les entreprises russes.¹¹

La Russie a réagi par des contre-sanctions impliquant une interdiction partielle des importations de produits alimentaires en provenance de l'Union européenne, ceux-ci représentaient jusqu'alors de 30 % à 40 % de la consommation alimentaire russe.

L'un des premiers effets des sanctions occidentales concerne les entreprises endettées en dollars ou en euros, qui doivent maintenant se tourner vers l'Etat russe pour se refinancer. Or, les taux russes sont plus élevés que les taux occidentaux, ce qui provoque des difficultés financières pour un certain nombre d'entreprises russes. De plus, la jurisprudence BNP – la banque française a été condamnée par la justice des Etats-Unis pour avoir octroyé des prêts en dollars en Iran et dans certains pays africains – a provoqué un véritable effet de halo en dehors du champ proprement dit des sanctions occidentales. Le climat politique trop instable a conduit les banques françaises à débouter de nombreuses demandes de prêts de la part exportateurs français vers la Russie. L'ensemble de ces phénomènes généralise l'impact de sanctions géopolitiques en elles-mêmes très limitées.

Des problèmes économiques antérieurs à la crise géopolitique

Depuis l'été 2012, la Russie subit un ralentissement économique tendanciel en raison de problèmes structurels fondamentaux, car les secteurs économiques sur lesquels repose son économie sont trop peu nombreux, et parce que les investissements réalisés sont trop faibles pour moderniser l'appareil de production. La structure financière du pays est aussi fragile. Ainsi, un choc de change a frappé la Russie à partir de décembre 2014, le rouble ayant perdu jusqu'à 20 % de sa valeur en une seule journée. En dehors des acteurs institutionnels, les ménages se sont détournés de la monnaie nationale en faveur du dollar, car la population russe doute depuis 1992 de la valeur internationale du rouble. Il en résulte une déflagration économique qui frappe particulièrement les Moscovites, ce d'autant plus qu'elle se généralise.¹²

Cette fragilité, qui s'est révélée brutalement, résulte de trois grands facteurs. Depuis 2006, le marché des capitaux est totalement ouvert en Russie. Par ailleurs, 70 % des exportations russes dépendent des prix du pétrole, dont le cours est fixé en dollars, et le prix du baril est passé à partir de juillet 2014 de quelque 100 dollars à 55 dollars environ. Enfin, la banque centrale russe, au même moment, a modifié ses objectifs et a ciblé le taux d'inflation et non plus la parité extérieure du rouble. Ces trois éléments ont permis le

¹⁰ Voir articles récents d'Annie Daubenton d'Alternatives économiques : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/daubenton/>

¹¹ Voir notamment : Sanctions financières internationales - Ukraine / Russie – DG Trésor au 20/10/2015 http://www.tresor.economie.gouv.fr/8983_ukraine

¹² Voir la publication du Service économique en Russie de la DG Trésor (août 2015) : Perspectives économiques et financières de la Russie = <http://www.tresor.economie.gouv.fr/File/415816>

déchaînement de l'attaque spéculative qui approfondit la crise de 2014, dont les causes profondes ne sont pas toutes géopolitiques¹³.

Il en a résulté une contraction rapide du crédit, un effondrement rapide des échanges avec l'Union européenne (premier partenaire commercial de la Russie) et une chute brutale des investissements dans le pays. Actuellement, des effets de second tour se font sentir. Une chute des revenus réels de la population se produit, puisque les salaires russes n'augmentent plus, alors que la courbe de l'inflation poursuit sa montée, le chômage progresse légèrement. Les dépenses des ménages décroissent, et le recul des ventes du commerce de détail est d'une dizaine de pourcent en rythme annuel, ce qui produira des effets d'amplification de la crise en Russie.



Des effets modestes sur l'économie européenne

Les effets des sanctions sur l'Europe sont beaucoup moins importants. Les exportations de capitaux vers la Russie se sont tariées du fait des sanctions et l'embargo sectoriel russe sur les produits alimentaires touche les exportateurs européens, mais celui-ci pèse très peu sur l'ensemble de l'Union européenne. Son effet reste marginal sur l'économie de la zone euro. A terme, la chute du rouble rend les produits de l'Europe moins compétitifs en Russie, ce qui peut avoir des conséquences sur les exportations européennes. Par ailleurs, les entreprises qui ont investi en Russie – tels les constructeurs automobiles français – sont confrontées à une forte chute de la demande des consommateurs russes : ce type d'impacts est finalement le plus important.

L'économie pourra-t-elle venir paradoxalement au secours des relations géopolitiques avec la Russie ? Aujourd'hui, l'économie de ce pays traverse un moment critique, et le recours à l'axe asiatique ne sera pas suffisant pour dégeler ses positions. Il est impossible de savoir si et quand les contraintes économiques pourront modifier le jeu géopolitique de la Russie.

Echanges avec la salle

De la salle

Que se passe-t-il dans les campagnes russes ?

Julien VERCUEIL

Les populations qui dépendent uniquement du microcosme moscovite, voire de Saint-Pétersbourg, ont été touchées par les sanctions et par la crise. Les entreprises qui possèdent des engagements importants en devises, doivent resserrer leurs dépenses, et donc réduire les salaires. La hausse des taux d'intérêts, qui sont passés de 5,5 % à 17 %, resserre les conditions de crédit, ce qui exerce une pression à la baisse sur la consommation des ménages, qui avaient de plus en plus recours à l'endettement. La hausse de l'inflation et des taux d'intérêts sont les deux canaux par lesquels la province russe sera touchée.

Philippe HUGON

Peut-on craindre que la crise économique renforce le nationalisme russe et les tensions géopolitiques ?

Julien VERCUEIL

¹³ Voir de Julien Vercueil, article dans le Monde Diplomatique de février 2015 (pp. 6 et 7) : « Avis de gros temps sur l'économie russe »

L'aggravation de la situation sociale, qui est perceptible, ne joue pas immédiatement en faveur du repli nationaliste, pas toujours et pas tout de suite. L'opinion publique est beaucoup plus critique dans les villes d'importance secondaire qu'à Moscou. Elle évolue en Russie dans le sens d'une distanciation avec le pouvoir.

De la salle

Qu'en est-il de la ligne de fuite chinoise pour la Russie ? Quelle est la politique de voisinage de l'Union européenne ?

Julien VERCUEIL

La relation entre la Russie et la Chine est totalement asymétrique. La Chine est huit fois plus puissante que la Russie. La Chine reste un partenaire important : elle représente 13 % du commerce extérieur de la Russie et cette part augmentera. En mai 2014, la signature d'un accord pour la livraison de gaz russe vers la Chine¹⁴ induit cependant un investissement très important qui n'est pas encore réalisé : la construction du gazoduc coûtera 44 milliards de dollars.

Une série d'obstacles de fond montre que la redirection d'une part des exportations russes aura lieu, mais qu'elle sera lente, et que son niveau ne sera pas celui que souhaitent les Russes. L'accord sur les livraisons de gaz est envisagé depuis dix ans, mais il a été conclu selon les conditions de la Chine. L'intérêt des Chinois est de tirer les prix vers le bas et de diversifier leur bouquet énergétique : c'est pourquoi La Chine se tourne aussi vers l'Asie centrale.

Le fond de la politique de voisinage de l'Union européenne ne semble pas à revoir, mais les formes dans lesquelles les décisions européennes de 2007 à 2013 ont été prises, attestent d'une attitude suffisante de certains dirigeants européens, qui ont cru que l'Union Européenne apporterait les clés de la prospérité aux Ukrainiens sans tenir compte des liens forts existant entre la Russie et les pays de l'ex-Union soviétique. Même si cette manière de porter la politique internationale à très long terme n'est sans doute pas condamnable : l'Europe a abordé la situation de façon naïve et n'a pas tenu compte des intérêts de la Russie dans ces pays.

Rémi JEANNIN

Quel type de rationalité peut-on prêter aux comportements russes ?

Julien VERCUEIL

Les résultats de la crise en Ukraine ne sont pas ceux qui étaient attendus par Poutine, notamment quant aux conséquences économiques. Actuellement, les dividendes politiques des décisions prises sont encore recevables par les dirigeants russes, mais cela ne durera sans doute pas très longtemps.

Vincent VICARD

La crise géopolitique révèle-t-elle une crise économique ? Ou au contraire, la crise économique russe, qui était imminente, a-t-elle entraîné une crise géopolitique ?

Julien VERCUEIL

¹⁴ Voir article du Monde : « Gaz, un accord à 400 milliards de dollars entre la Chine et la Russie » 21/05/2014
http://www.lemonde.fr/planete/article/2014/05/21/gaz-mega-accord-entre-la-chine-et-la-russie_4422950_3244.html

Le déclencheur de la crise actuelle est la déclaration d'indépendance de la Crimée puis son rattachement à la Russie. La situation économique ne semble pas en cause. On assiste plutôt à une lente détérioration révélée dans un second temps par une déflagration d'origine politique.

Débat

Rémi JEANNIN

La taille des pays influence-t-elle sur la nature des sanctions ?

Vincent VICARD

Les grands pays sont plus susceptibles d'imposer des droits douanes ; mais l'OMC tend à favoriser les petits pays en les protégeant de l'arbitraire des grands pays.

De la salle

La rivalité majeure entre la Chine et les Etats-Unis n'a pas été évoquée. Dans cette perspective, l'intérêt de la Chine serait-il d'aider la Russie à se maintenir d'une manière ou d'une autre ?

Julien VERCUEIL

Cet aspect explique l'alignement géopolitique de la Chine avec la Russie, qui est un moyen de montrer à la communauté internationale l'existence d'une multipolarité internationale. La Chine s'engagera dans cette voie tant que cela ne mettra pas en danger ses propres intérêts. Elle continuera à s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs, que ce soit le Qatar, la Birmanie, ou d'autres encore. Ces deux positions sont compatibles.

Philippe HUGON

L'OMC profite davantage aux petits pays parce que leur taux d'ouverture est beaucoup plus élevé que celui des pays de grande taille. Il existe tout de même des relations asymétriques. Nous tendons vers un monde multipolaire qui se caractérise par de grands accords commerciaux entre des grandes puissances (Chine-Etats-Unis, Etats-Unis-Union européenne), et surtout par des multi-partenariats. Les stratégies des Etats ou des ensembles régionaux misent sur cette dernière dimension. Les rivalités sont plus fortes entre grandes puissances. Dans ce contexte, notre époque ne tend pas vers un monde multilatéral mais vers un monde à géométrie variable.

De la salle

La première intervention a rappelé la thèse classique selon laquelle le commerce serait facteur de paix. Cependant, compte tenu des délocalisations, qui causent en Europe la montée du chômage et des nationalismes, ne faudrait-il pas accuser la globalisation ?

Vincent VICARD

La concurrence avec les pays à bas salaires cause le chômage dans une certaine mesure, mais ce n'est pas le cas du chômage lié à la crise de 2009, qui est un événement conjoncturel et non structurel. La montée

structurelle du chômage n'est pas seulement liée aux pays émergents, mais également aux changements technologiques, qui font disparaître certaines tâches routinières.

De la salle

Les investissements chinois en Afrique – dont l'achat de terres cultivables – sont-ils positifs à long terme pour ce continent ? L'intelligence économique favorise-t-elle uniquement les pays qui y sont très attentifs ?

Philippe HUGON

La Chine est de plus en plus présente en Afrique, tout comme elle l'est dans le monde. Le commerce extérieur entre la Chine et l'Afrique a été multiplié par dix depuis 2000, mais ce ne sont pas des investissements chinois qui achètent les terres arables. Les Chinois sont présents dans une certaine mesure au Soudan, mais leur poids reste très minoritaire par rapport à celui des Etats-Unis, de l'Union européenne, des pays du Golfe et l'Inde. La Chine est essentiellement intéressée par les investissements dans le domaine agroalimentaire et dans les grands aménagements hydrauliques.

Vincent VICARD

Il n'est en rien certain que la mondialisation profite essentiellement aux pays qui ont investi dans l'intelligence économique. Actuellement, il semble que les entreprises américaines qui bénéficient de la mondialisation notamment grâce aux technologies de l'information ne s'appuient pas véritablement sur ce levier. L'influence de l'intelligence économique est sans doute plus importante dans d'autres secteurs (ex. les grands contrats publics). Il n'y a pas d'études sérieuses sur cette problématique.

Rémi JEANNIN

Les firmes multinationales jouent-elles un rôle géopolitique ?

Vincent VICARD

Il est certain que des firmes américaines ont exercé dans l'histoire leur influence dans plusieurs pays sud-américains et des études montrent que la CIA a pu intervenir en faveur du commerce des Etats-Unis. Mais il est difficile généraliser ce type d'influence.

Philippe HUGON

Lorsque les Etats convoitent des ressources stratégiques, qui sont effectivement dans les champs économique et géopolitique, les relations entre les pouvoirs politiques et les entreprises peuvent être, à l'évidence, très directes.

La séance est levée.